

18/3/2014



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/11322

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

7140^e séance – matin

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES AVERTIT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ QUE LE STATU QUO ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE N'EST PAS VIABLE

Après « la dangereuse escalade de la violence », la semaine dernière, M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a averti ce matin, les membres du Conseil de sécurité, que le statu quo n'est pas viable et qu'une solution négociée entre Israéliens et Palestiniens est « la meilleure contribution qui puisse être faite, à ce stade, en faveur de la stabilité régionale ».

M. Feltman a saisi l'occasion de cette réunion mensuelle sur le Moyen-Orient pour réitérer sa grave préoccupation face à l'impact sur le Liban des combats en Syrie et rappeler aux autorités syriennes la nécessité de pleinement respecter la souveraineté du Liban.

« La semaine dernière, à Gaza, nous étions à deux doigts d'une nouvelle crise dans une région déjà volatile. » Les 11 et 13 mars, plus de 70 roquettes ont été tirées sur Israël, lequel a riposté par 15 frappes aériennes. La plupart des tirs ont été revendiqués par le Jihad islamique. Aujourd'hui, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a vu là un rappel de la nécessité d'« œuvrer ensemble pour rétablir les perspectives d'une paix régionale durable ». Il a parlé de l'interception, le 5 mars dernier, par les forces navales israéliennes, d'un navire transportant des armes de l'Iran à la bande de Gaza. Si ces allégations s'avèrent vraies, on serait devant une violation de la [résolution 1747 \(2007\)](#) du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur l'achat et la vente d'armes imposé à l'Iran.

M. Feltman a la conviction du Secrétaire général de l'ONU que la résolution de la question israélo-palestinienne, sous la forme d'une solution négociée à deux États, est la meilleure contribution qui puisse être faite à ce stade, en faveur de la stabilité régionale.

« Huit mois depuis la reprise des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens », a-t-il enchaîné, « nous approchons d'une autre date fatidique. » Les dirigeants des deux parties seront amenés à prendre des décisions difficiles, a prévenu le Secrétaire général adjoint.

À la fin du mois de juillet 2013, les deux parties se sont retrouvées à la table des négociations sous l'instigation du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry; le but étant de parvenir d'ici au 29 avril, à un « accord-cadre » qui tracerait les grandes lignes d'un règlement définitif sur les questions liées au « statut final », à savoir les frontières, les colonies de peuplement, la sécurité, le statut de Jérusalem et les réfugiés palestiniens. Les 3 et 17 mars, le Président Barack Obama s'est entretenu à Washington avec le Premier Ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et le Président de l'État de Palestine, M. Mahmoud Abbas.

Aujourd'hui, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a cité les chiffres du Bureau central des statistiques israélien qui indique que la construction des colonies de peuplement a plus que doublé en 2013 par rapport à 2012. M. Feltman a craint de voir des projets similaires approuvés à Jérusalem-est. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer les conditions socioéconomiques pour renforcer

le processus politique. Selon les premières estimations, en Cisjordanie et à Gaza, l'activité économique s'est affaiblie en 2013. Le Fonds monétaire international (FMI) fixe seulement à 2,5% le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2014, tandis que le taux de chômage a atteint 23,4%, soit le niveau le plus élevé depuis 2010. Le budget de 2014 affiche un déficit de 1,3 milliards de dollars. La fermeture de l'unique centrale électrique de Gaza a pu être évitée à la dernière minute grâce à une contribution de 32 millions de dollars du Qatar.

S'agissant du Liban, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a indiqué que le Gouvernement formé le 15 février dernier attend désormais du Parlement qu'il approuve son programme dont les préparatifs de l'élection présidentielle du 25 mai prochain. M. Feltman s'est déclaré très préoccupé par l'impact du conflit en Syrie sur le Liban et a rappelé aux autorités syriennes l'importance de respecter la souveraineté du Liban qui accueille près d'un million de réfugiés syriens, en manque de protection et d'aide humanitaire.

Le 5 mars dernier, le Gouvernement de la France a organisé une réunion ministérielle du Groupe international d'appui au Liban à laquelle ont assisté les Présidents François Hollande et Michel Sleiman. Le Gouvernement italien y a annoncé son intention d'organiser une réunion de hauts responsables, à Rome le 10 avril, pour préparer une conférence de plus haut niveau en appui aux Forces armées libanaises.

* * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel